

N° 4418⁷**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1999-2000

PROJET DE LOI**modifiant la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail**

* * *

**AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUR LES
AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX**

(7.8.2000)

Par sa lettre du 3 avril 2000, Monsieur le Ministre de la Santé a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis des amendements au projet de loi No 4418 modifiant la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail.

*

1. ANTECEDENTS

La loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail a pour objet d'assurer la protection des travailleurs sur les lieux de travail par l'organisation de la surveillance médicale et de la prévention des accidents et des maladies professionnelles. Entrée en vigueur au 1er janvier 1995, cette loi-cadre vise principalement à améliorer, par une action préventive, la protection de la santé des travailleurs dans l'ensemble des entreprises du secteur privé.

La réalisation de cet objectif incombe aux services de santé au travail d'entreprises, aux services de santé au travail interentreprises et au service national de santé au travail. Au niveau des entreprises, les services de santé au travail sont structurés en fonction de l'effectif des salariés.

Le 2 avril 1998, la Chambre de Commerce avait été saisie une première fois pour émettre un avis sur le projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail.

Dans son avis du 27 novembre 1998, la Chambre de Commerce n'avait pas approuvé le projet de loi précité, puisqu'il proposait, pour tous les acteurs concernés par la médecine du travail, un cadre plus contraignant que celui existant à l'heure actuelle en la matière. En effet, ce projet de loi n'avait pas visé l'objectif auquel on aurait pu légitimement s'attendre, à savoir, une adaptation vers une plus grande efficacité, l'abandon de formalités administratives exagérées et l'orientation vers une médecine du travail davantage axée sur la prévention et sur les situations présentant des risques réels.

Ainsi, au lieu d'éliminer les dispositions du texte de base qui engendrent des rigidités au niveau de la gestion quotidienne des entreprises et de perfectionner celles qui sont trop imprécises, les auteurs dudit projet de loi avaient présenté des modifications menant à un cadre plus contraignant et pour les entreprises et pour les services de santé au travail. En ce qui concerne l'organisation et les charges administratives, les dispositions proposées manquaient de flexibilité, aussi bien du point de vue des entreprises, que de celui des services de santé qui en relèvent.

*

2. CONSIDERATIONS GENERALES

La Chambre de Commerce regrette que les auteurs des présents amendements au projet de loi initial n'aient guère tenu compte des critiques et des propositions émises dans son avis du 27 novembre 1998 précité. En effet, le caractère contraignant de la plupart des dispositions est maintenu et le texte, s'il

devait être adopté dans la forme proposée, se distingue toujours par sa rigidité et par son manque de réalisme en vue de l'application pratique des mesures prévues. Les critiques formulées dans l'avis précité gardent ainsi toute leur pertinence et actualité.

La Chambre de Commerce voudrait aussi rappeler que c'est la directive 89/391/CEE du Conseil de l'Union Européenne concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail qui exige, à travers son article 14, que des mesures soient prises pour assurer la surveillance appropriée de la santé des travailleurs. Cet article vise aussi bien les travailleurs du secteur public que ceux du secteur privé.

Or, actuellement le personnel de l'Etat et des communes est exclu, au niveau national, du champ d'application de la législation concernant la surveillance de la santé des travailleurs. La Chambre de Commerce demande par conséquent aux auteurs de modifier la loi concernant les services de santé au travail et la loi concernant la sécurité et la santé au travail en vue de les mettre en conformité avec la directive de 1989 précitée. Dans le contexte du projet de loi modifiant la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail, il y a lieu d'éliminer à l'article 1er les deux premiers points du paragraphe (3).

En effet, aux yeux de la Chambre de Commerce, les autorités gouvernementales apparaissent peu crédibles en déclarant la protection des travailleurs au lieu de travail comme étant un objectif politique prioritaire si, en même temps, elles ne font pas appliquer les règles concernant la sécurité et la santé au travail aux administrations publiques, ce qui est contraire à l'esprit et aux modalités de la directive de 1989.

Dans la suite, la Chambre de Commerce voudrait commenter les amendements gouvernementaux au projet de loi initial.

*

3. COMMENTAIRE DES AMENDEMENTS

Concernant le 1er amendement:

Le premier amendement concerne les points 5 et 6 de l'article 1er du projet de loi initial. Ces deux points sont remplacés par un seul point 5 de sorte que la numérotation des points suivants avance d'une unité.

Le nouveau point 5 propose de remplacer intégralement l'article 6 de la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail. Cet article a trait au service national de santé au travail.

Au paragraphe (1), les auteurs du présent projet de loi proposent de le dénommer dorénavant „service multisectoriel de santé au travail“ (SMST). Cette nouvelle dénomination devrait, selon les auteurs, éviter „toute confusion avec l'autorité chargée du contrôle des différents services de santé au travail, qui est la division de la santé au travail auprès de la direction de la santé“.

La Chambre de Commerce ne partage pas cette argumentation des auteurs du projet de loi pour justifier ce changement de dénomination. Elle ne pense pas que l'ancienne dénomination „service national de santé au travail“ risquait d'amener une confusion avec la division de la santé au travail.

Par contre, la Chambre de Commerce souscrit à une autre nouveauté à l'article 6 de la loi de 1994 précitée, en l'occurrence celle qui précise que le futur SMST, si cette nouvelle dénomination devait être maintenue, jouit de l'autonomie financière et administrative et que sa gestion se fera dans les formes et d'après les méthodes du droit privé.

De même, le premier point du paragraphe (2) ne contient plus la condition pour le président du comité directeur du SMST d'être un fonctionnaire d'Etat, ce qui souligne l'autonomie de cet établissement par rapport au ministère de la santé.

En ce qui concerne les autres membres du comité directeur, la Chambre de Commerce estime que le texte reste critiquable. Si les auteurs du projet de loi veulent accentuer le caractère privé du futur SMST, la Chambre de Commerce plaide aussi pour une composition des organes d'administration qui tienne compte des principes régissant les services de santé privés. Dans cet ordre d'idées, elle demande d'abandonner la composition paritaire du comité directeur. En effet, il est difficilement concevable pourquoi le comité directeur d'un service de santé au travail, qui est financé par des cotisations des entreprises et qui fait partie d'un domaine dont la responsabilité incombe aux employeurs, comprend des représentants des salariés.

Par ailleurs, le paragraphe (2) introduit la fonction de vice-président et prévoit pour tous les membres du comité directeur une procédure de désignation d'un remplaçant en cas de vacance de poste. La Chambre de Commerce approuve ces nouvelles dispositions.

La Chambre de Commerce rappelle qu'elle approuve le paragraphe (3) de l'article 6 qui prévoit que désormais le comité directeur du futur SMST sera assisté par un personnel ayant le statut d'employé privé. En effet, le financement par des entreprises du secteur privé d'un service employant un personnel ayant un statut public ou autre que privé n'est plus acceptable, tandis que cette situation confuse prévaut encore actuellement. Une telle situation subsiste également au sein de l'assurance accidents où le personnel ayant le statut de fonctionnaire est payé par les employeurs du secteur privé.

Par rapport au texte initial de l'article 6, la nouvelle rédaction du paragraphe (5) introduit, en ce qui concerne la gestion financière du service multisectoriel, les principes de la comptabilité commerciale et le contrôle de ses comptes par un réviseur d'entreprise. La Chambre de Commerce ne peut que souscrire à ces nouvelles dispositions.

Le paragraphe (6) de l'article 6 du projet de loi amendé traite de la perception des cotisations auprès des employeurs en vue de financer le SMST. C'est le Centre d'affiliation de la sécurité sociale qui perçoit ces cotisations pour le compte du SMST. La Chambre de Commerce note que le SMST est privilégié considérablement par rapport aux services de santé privés, qui doivent organiser à l'intérieur de leur administration la perception des cotisations dues. Elle demande aux autorités de prendre les mesures législatives nécessaires en vue de mettre tous les services de santé au travail sur un pied d'égalité en ce qui concerne la perception des cotisations auprès des entreprises.

La Chambre de Commerce note par ailleurs que le paragraphe (6) ne mentionne plus les fonds pouvant éventuellement être avancés par l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle, pour permettre au service multisectoriel de faire face à ses obligations. La suppression de cette disposition est logique et s'inscrit dans le contexte de l'avènement de l'autonomie financière et administrative du SMST.

Le paragraphe (7) de l'article 6 introduit la possibilité pour le SMST d'acquérir des immeubles tout en précisant que ceux-ci doivent être affectés au fonctionnement de ses services. La Chambre de Commerce souscrit à cette nouvelle disposition qui tient compte d'une demande en ce sens du SMST.

Le paragraphe (8) dispose que le SMST effectue des examens médicaux sur les chômeurs, demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RMG occupés à des tâches essentiellement provisoires. Les auteurs renvoient à cet égard aux travailleurs énumérés à l'article 1er, paragraphe (4), points c), e) et g). En se référant à son avis du 27 novembre 1998, la Chambre de Commerce réitère sa demande aux auteurs du projet de loi de reprendre aussi les points d) et f) dans cette énumération.

Si ces deux points y étaient ajoutés, la Chambre de Commerce pourrait être d'accord avec cette disposition. Dans cette hypothèse, les stagiaires et les apprentis (points a) et b)) sont à contrôler par les services de santé interentreprises, lorsqu'ils occupent un poste à risques ou lorsqu'ils travaillent pendant plus de 3 mois.

D'une manière générale, la Chambre de Commerce rappelle qu'elle plaide pour une prise en compte de la notion d'exposition à un risque particulier et de la nature du travail à effectuer pour décider sur l'opportunité d'un examen médical. Ainsi propose-t-elle d'effectuer un examen médical indépendamment de la durée du contrat de travail du travailleur uniquement lorsque ce dernier est exposé à un risque dépassant celui de la vie quotidienne. Lorsqu'il dispose d'un contrat de travail inférieur à 3 mois et qu'il n'occupe pas un poste à risques, il est dispensé de l'examen médical.

La Chambre de Commerce reste convaincue que cette proposition répond aux intérêts bien compris des salariés et des entreprises. Elle doit s'opposer à toute velléité voulant maintenir l'exigence irréaliste actuelle de l'examen préalable à l'embauche.

Le paragraphe (9) nouveau introduit la possibilité pour le Gouvernement de réaffecter le personnel du SMST en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi dans une administration, notamment lorsque l'établissement se retrouverait avec un excédent de personnel, par exemple en cas d'une diminution prononcée du nombre des entreprises affiliées.

La Chambre de Commerce constate que le libellé de ce paragraphe est sujet à interprétation et devrait par conséquent être modifié afin d'éviter toute équivoque. Aux yeux de la Chambre de Commerce, le texte en question se réfère uniquement au personnel engagé actuellement auprès du service national de santé au travail et bénéficiant d'un statut public.

Les nouveaux employés du futur SMST, c'est-à-dire ceux engagés après l'entrée en vigueur du présent projet de loi, ont d'office le statut d'employé privé, de même que les anciens employés à statut public ayant opté (au plus tard 3 mois après l'entrée en vigueur du projet de loi) pour le statut d'employé privé, ce dernier cas de figure étant peu probable.

Ainsi, la reprise éventuelle dans un autre service de l'Etat se limite aux personnes ayant le statut public et ne s'applique pas aux personnes travaillant après l'entrée en vigueur du projet de loi sous le statut d'employé privé.

Concernant le 2e amendement:

Cet amendement vise l'article 14 de la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail et traite des rapports d'activité à établir par les médecins du travail. Dans son avis du 27 novembre 1998, la Chambre de Commerce avait fait remarquer que le texte proposé par le projet de loi initial prêtait à confusion. Elle regrette que les auteurs des présents amendements n'aient pas tenu compte des modifications proposées dans cet avis pour clarifier les dispositions concernant les rapports d'activité.

La Chambre de Commerce voudrait rappeler que le texte projeté ajoute la disposition précisant qu'un rapport d'activité doit être établi tous les trois ans pour les entreprises occupant habituellement moins de 150 travailleurs. Or, cet ajout mène à la confusion du fait qu'il juxtapose l'exigence d'un rapport d'activité annuel pour les entreprises occupant au moins 15 travailleurs à l'exigence d'un rapport d'activité tous les trois ans pour les entreprises occupant moins de 150 travailleurs. Quelle sera alors l'échéance d'un rapport d'activité pour une entreprise occupant par exemple 100 travailleurs?

Cette contradiction textuelle mise à part, la Chambre de Commerce réitère sa position selon laquelle la rédaction de rapports d'activité constitue une charge administrative énorme pour les services de santé au travail. L'expérience a montré qu'il est difficile et fastidieux pour les services médicaux interentreprises de rédiger des rapports d'activité selon les modalités légales actuelles.

La Chambre de Commerce reprend sa proposition de l'avis du 27 novembre 1998 selon laquelle un rapport d'activité global par service de santé au travail serait adressé annuellement à la Division de la santé au travail, chargée d'assurer le contrôle et la coordination des différents services en ce qui concerne leur organisation et leur fonctionnement. Le modèle du rapport serait à définir par arrêté ministériel.

Reconnaissant néanmoins aussi l'utilité de la rédaction de rapports d'entreprises, la Chambre de Commerce propose au Gouvernement d'accorder au préalable aux services de santé la faculté d'observer pendant une période de 5 ans les entreprises afférentes, afin d'en faire une évaluation des risques réellement présents.

Après ce moratoire de 5 ans et à la demande des entreprises concernées, les services de santé au travail rédigeraient un rapport d'activité annuel pour les entreprises employant plus de 250 salariés occupant un poste à risques.

A la demande des entreprises concernées, un rapport d'activité serait à rédiger tous les trois ans pour les entreprises employant entre 50 et 250 salariés occupant un poste à risques.

A la demande des entreprises concernées, un rapport d'activité serait à rédiger tous les cinq ans pour les entreprises employant entre 15 et 50 salariés occupant un poste à risques.

Cette proposition a le mérite de se concentrer sur le fond des problèmes. L'approche des auteurs du projet de loi – exigence tous azimuts de rapports – ne résoud pas le problème. Il y a un risque que les rapports seront plutôt un exercice de style avec statistiques à l'appui.

Concernant le 3e amendement:

Cet amendement vise à compléter l'article 2 du projet de loi par un paragraphe (2) qui autorise le SMST à maintenir son ancienne dénomination, c'est-à-dire „service national de santé au travail“, pendant une période transitoire de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du projet de loi, en vue de permettre à l'actuel service national de santé au travail de préparer le changement de sa dénomination.

La Chambre de Commerce renvoie à cet égard à ses critiques émises au sujet du paragraphe (1) de l'article 6 de la loi du 17 juin 1994 précitée.

Les amendements analysés ci-avant ne tiennent pas suffisamment compte des critiques énoncées à l'encontre du projet de loi initial. Sur la plupart des points, ce dernier continue à proposer pour tous les acteurs concernés par la médecine du travail un cadre plus contraignant que celui existant à l'heure actuel en la matière.

Aussi la Chambre de Commerce, après consultation de ses ressortissants, ne peut-elle approuver le projet de loi sous rubrique que dans la mesure où il sera tenu compte des observations formulées ci-dessus, ainsi que de celles contenues dans son avis du 27 novembre 1998.

